

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles
Affaire suivie par le pôle risques
Références : D-00245-2024

Avignon, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 janvier 2024

Contexte et constats

Publié sur



CAVAILLON.B

ZAC du Cabedan, Chemin du Puits des Gavottes
84300 CAVAILLON

1 Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 janvier 2024 dans l'établissement CAVAILLON.B implanté ZAC du Cabedan, Chemin du Puits des Gavottes 84300 CAVAILLON. L'inspection a été annoncée le 13/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAILLON.B
- ZAC du Cabedan, Chemin du Puits des Gavottes 84300 CAVAILLON
- Code AIOT dans GUN : 000645098
- Régime : Enregistrement

La Société CAVAILLON B, titulaire de l'arrêté d'autorisation, exploite un entrepôt de stockage occupé par 2 locataires la Société ViaPoste, la Société MT France.

- la Société ViaPoste (tri de colis postaux) occupe les Cellules 1, 2, 3, 4bis avec un effectif de 20 à 70 personnes et une amplitude d'activité de 15h à 3h du lundi au vendredi,
- la Société MT France (Stockage, distribution et lavage d'emballages plastiques pour l'agro-alimentaire) occupe les Cellules 4, 5, 6 et la moitié de la cellule 7 avec un effectif de 50 personnes, et une amplitude d'activité en 3 / 8 de 6h à 14h, 14h à 22h, 22h à 6h du lundi au vendredi et de 6h à 14h le samedi,

Consistance de l'installation :

- Le site est constitué d'un bâtiment d'une surface de 23 162 m² pour un volume de stockage de 187 000 m³ . Sur une parcelle Section AP n° 406 d'une superficie totale de 61 616 m². Le bâtiment est divisé en 8 cellules.

L'installation est réglementée par:

- un arrêté d'autorisation préfectoral N° 30 du 5 avril 2007,
- un récépissé de changement d'exploitant délivré le 15 mai 2008 au profit de la Société MGLOGINVEST,

- un récépissé de changement d'exploitant délivré le 5 novembre 2013 au profit de la Société AMF Qualité-Sécurité-Environnement,
- un arrêté d'autorisation préfectoral du 2 décembre 2016.
- un récépissé de changement d'exploitant du 7 juin 2018 au profit de la Société CAVAILLON.B

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des installations au regard des constats de la visite d'inspection du 3 octobre 2023, et notamment sur les sujets suivants :
 - **Point de contrôle n°2** ; les parois extérieures de la cellule 4 ne sont pas REI 120. Une grande quantité de palettes, de caisses en plastiques sont stockées à une distance inférieure à 10 mètre des parois extérieurs Sud-Est et Nord-Est de l'angle de la cellule 4 ;
 - **Point de contrôle n°5** , avancement de la modification du POI pour intégrer le PDI ;

2 Constats

2.1.Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « sans suite administrative ».

2.2.Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 2-III		Sans objet
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 23		Lettre de suite préfectorale

2.3.Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un projet d'arrêté de mise en demeure avait été proposé à madame la préfète par un rapport du 31 octobre 2023. Dans le cadre de la procédure contradictoire, l'exploitant a fourni les éléments nécessaires pour justifier l'évacuation du stockage des palettes de caisses en plastiques. Une nouvelle inspection a été faite le 24 janvier 2024 afin de vérifier l'évacuation effective dans le but d'écarter la proposition de sanction. La situation correspond aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 2-III.

2.4.Fiche de constats

Point de contrôle n°1: Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 2-III
Thème(s) : Suite d'inspection du 03 octobre 2023
Prescription contrôlée : Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. Échéance (1er janvier 2025). " La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. " " Cette distance peut être réduite à 1 mètre, si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. ";
Constats : Les parois extérieures de la cellule 4 ne sont pas REI 120. Une grande quantité de palettes, de caisses en plastiques sont stockées à une distance inférieure à 10 mètre des parois extérieurs Sud-Est et Nord-Est de l'angle de la cellule 4. (Voir annexe).
Constats : Au jour de l'inspection plus aucun stockage de palettes de caisses en plastiques, n'est présent à moins de 10 m des parois(voir photos annexe).
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans-suite
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : Sans objet

Point de contrôle n°2: Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II / Point 23

Thème(s) : Suite d'inspection du 03 octobre 2023

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

Constats :

Le POI de l'établissement est encours de modifications pour intégrer le PDI comme prévu à l'alinéa 6 de l'article 23. Une commande a été faite à l'APAVE pour la réalisation du PDI. Le PDI sera communiqué à l'inspection fin août 2024

Observations :

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois